



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 139 DÉCEMBRE 2000 - 20 F

ISSN 0989-3237

Une fois de plus

LA GAUCHE CONTRE LA FRANCE

par **JACQUES ROUGEOT**, professeur à la Sorbonne

Cette fois-ci, c'est le comble.

Il n'est assurément pas très étonnant qu'on nous fasse une fois de plus le coup de la mauvaise conscience et de l'invitation à la repentance : cette habitude horripilante tourne aujourd'hui à la routine. Mais ce qui devrait susciter une réaction forte, même de la part

de nos contemporains les plus blasés ou les plus apathiques, ce sont les conditions dans lesquelles, quarante ans et plus après les faits, la question de la torture en Algérie se trouve propulsée de façon tonitruante sur le devant de la scène.

LE COMBLE DU CYNISME

En matière de tortures, exécutions, crimes en tout genre, il est une catégorie de personnes qui auraient, semble-t-il, tout intérêt à adopter un profil bas, ce sont les communistes. Ils ne devraient pas nous inciter à nous souvenir que c'est au nom du communisme qu'ont été accomplis certains hauts faits de l'humanité tels que l'extermination pour raisons idéologiques, sociales, ethniques, de dizaines de millions d'êtres humains, parmi lesquels on trouve pêle-mêle les aristocrates et les koulaks en Russie, les Ukrainiens, les Cambodgiens, les intellectuels chinois, les soldats polonais à Katyn, les médecins juifs à Prague, à quoi l'on pourrait ajouter les déportations au goulag, les internements en hôpitaux psychiatriques ou les interrogatoires efficaces pratiqués dans ce temple des droits de l'homme qu'était la Loubianka.

On objectera peut-être que ce ne sont pas les communistes français d'aujourd'hui qui ont accompli ces forfaits. Sans doute, mais il faut remarquer que leur parti, dont ils ont tenu à conserver le nom, n'a jamais désavoué ces crimes au moment où ils ont été commis et que, par la suite, il n'a pris ses distances

que le plus tard possible et dans les termes les plus atténués. Et puis, ce sont bien les communistes d'aujourd'hui qui ont voulu jouer au petit jeu de remonter le temps et de ranimer les cendres du passé. On peut donc leur rappeler qu'il ne faut pas remonter très loin pour trouver l'exemple du camarade Boudarel, toujours vivant, qui ne s'est jamais repenti et qui n'a jamais été désavoué, alors qu'au Vietnam il a traité de la façon la plus atrocement inhumaine ses propres compatriotes, à supposer que ce mot ait un sens pour lui. Alors, quand on voit les camarades de Boudarel vouloir faire condamner, entre autres, un soldat français comme Bigeard, on se dit que tous les records du cynisme sont pulvérisés.

A vrai dire, venant de communistes, cela ne doit pas surprendre. Le cynisme fait partie de leur doctrine, de leur pratique, de leur être même. Cela étant, pourquoi ont-ils déclenché cette campagne maintenant ? Ces vieux troupiers décrépits, tenus trop longtemps en laisse par des socialistes dominateurs et condescendants, ont dû éprouver quelque frémissement à réendosser les vieux harnachements, à rallumer les vieux combats, avec les

mêmes thèmes et les mêmes slogans, comme au bon vieux temps où ils étaient les maîtres écrasants du terrain idéologique. Jospin avait le premier attaché le grelot de la torture, de façon sottise et mesquine, sans doute pour rappeler discrètement qu'il était bien dans la ligne de la gauche et qu'il était bien capable, si c'était son intérêt, de gratter les plaies de la France pour les faire suppurer, mais il n'avait sans doute pas prévu les développements que prendrait l'affaire. Les communistes ont voulu lui rappeler qu'il est dangereux de cracher contre le vent. Ils ont trouvé une bonne occasion de le mettre en porte-à-faux par rapport à des socialistes du temps de la S.F.I.O., comme Robert Lacoste ou Max Lejeune, qui, en cautionnant l'armée française en Algérie, avaient fait passer ce qu'ils estimaient être l'intérêt de la France avant les considérations idéologiques. Ces hommes-là, les socialo-trotskyistes au pouvoir aujourd'hui ne peuvent ni les désavouer trop ouvertement, ni, évidemment, couvrir rétrospectivement leur action. Le parti communiste a voulu montrer qu'il était toujours le porte-voix de la gauche pure et dure, qu'il était toujours capable de prendre des po-

sitions en pointe, de mettre les mains dans le cambouis et d'en barbouiller ses chers partenaires de la gauche plurielle. Il a surtout voulu prouver qu'il avait encore les moyens de déclencher une grande campagne médiatique pour son propre compte.

Le message est clair à l'approche des échéances de 2001 et 2002 : si les socialistes ne se montrent pas assez généreux dans le partage du gâteau électoral, les communistes détiennent des armes assez destructrices pour leur permettre de mettre en œuvre la dissuasion du faible au fort. Bien entendu, cette menace qui pèse sur Jospin perdrait beaucoup de son efficacité si, en 2002, l'élection présidentielle précédait les législatives et par conséquent les orientait de façon décisive. Les hommes politiques qui, la main sur le cœur, affirment ne pas voir ces calculs tactiques et affectent de croire que Jospin manipule le calendrier électoral pour sauvegarder les grands principes de la V^{ème} République se répartissent en trois cohortes : les aveugles (ou plutôt, pour les appeler par leur nom, les imbéciles), les tartufes et les traîtres en puissance. Il y a aussi les cumulards.

LA COMPLICITÉ DU MONDE

Force est de constater que la manœuvre communiste a remporté un succès éclatant : les débats sur la torture en Algérie ont envahi la quasi totalité des médias. Bien entendu, la torture est vertueusement condamnée. Même les prises de position raisonnées et nuancées commencent par ce rituel de la condamnation. Les quelques commentaires qui prennent la défense de l'armée française plaident le plus souvent les circonstances atténuantes. Comment en est-on arrivé là alors que, depuis longtemps déjà, *L'Humanité* n'est plus en état de tenir le rôle de chef d'orchestre médiatique ? C'est que l'organe communiste a bénéficié d'un relais indispensable et essentiel : celui du journal *Le Monde*. C'est *Le Monde* qui a martelé, orchestré et développé à l'infini le thème lancé par *L'Humanité*. C'est lui qui l'a imposé comme le grand sujet d'actualité, celui qui, toutes affaires cessantes, doit faire l'objet de tous les gros titres, de tous les éditoriaux, de tous les débats.

Mais quels sont donc les mobiles qui font agir ce quotidien ? Le premier devrait frapper les regards les plus embués : *Le Monde*, jaloux des lauriers de *Libération*, veut, tout en affectant de continuer à occuper le terrain de l'analyse politique, devenir en fait un journal de coups, de polémiques et de scandales. La raison en est toute simple : c'est ce style qui fait vendre du papier. Le directeur du *Temps*, le prédécesseur du *Monde*, donnait à ses journalistes cette consigne lapidaire : « Faites

emmerdant ! ». L'héritier a longtemps appliqué la recette. Il trouve maintenant qu'elle lui coûte trop cher. Il n'est pas certain qu'il soit plus plaisant, mais du moins prend-il un plaisir évident à patauger dans la boue et à écla-bousser tout ce qui passe à sa portée.

Est-il mû par des considérations plus profondes ? Oui, sans doute, en particulier par des considérations politiques. On voit très bien quelles sont ses cibles : il est contre l'idée nationale, contre la droite, et spécialement contre Chirac et le RPR. Viscéralement. On aurait du mal à savoir ce qui l'anime plus positivement. Il est imprégné d'une espèce de gauchisme diffus. Pour écraser la droite, il est évidemment disposé à soutenir la gauche, mais on peut se demander si, au fond, son moteur principal n'est pas le goût de la destruction, une sorte de prurit qui relèverait moins de la rationalité politique que de la psychologie des profondeurs. Dans le grand déballage concernant les « affaires », l'acharnement déployé par *Le Monde* est certes principalement dirigé contre Jacques Chirac, mais il met aussi en marche, avec la complicité de certains juges, une mécanique dont les effets ravageurs, encore imprévisibles, s'exerceront à coup sûr bien au-delà de la cible désignée. On dirait que les gens du *Monde* y trouvent une certaine excitation trouble, comme s'ils s'attendaient à assister à une sorte de crépuscule des dieux.

LES MOUTONS DE PANURGE

Quoi qu'il en soit des mobiles, il faut bien constater que *Le Monde* est un maillon essentiel dans la chaîne médiatique. Une nouvelle, quelle qu'en soit l'importance réelle, qui ne figure, par exemple, que dans *L'Humanité* ou même dans *le Figaro*, connaît une diffusion limitée aux lecteurs de ces journaux. Si la même nouvelle est mise en valeur dans *Le Monde*, *Libération* ou *le Canard enchaîné*, elle est aussitôt reprise par *France 2*, *France-Inter*, *France-Culture* et *France-Info* (qui est certainement la plus pernicieuse des stations de radio). Dès lors, les autres organes médiatiques se croient obligés de traiter à leur tour abondamment le sujet ainsi lancé sur le devant de l'actualité et la mécanique, bien huilée depuis longtemps, tourne toute seule. Tels des moutons de Panurge ou des chiens de Pavlov, les journalistes dans leur ensemble suivent le mouvement enclenché par quelques-uns.

Dans le cas présent, la situation a quelque chose de vertigineux, car elle a été créée

de façon purement factice, sans aucun rapport avec une actualité objective. Il s'agit d'un événement purement médiatique, né au sein des médias, imposé et entretenu par eux comme une sorte d'objet virtuel qui aurait finalement plus d'importance que la réalité.

Pour notre part, nous considérons que le seul fait d'entrer dans le débat sur la torture est déjà une façon de participer à une manœuvre qui n'a évidemment pas pour but de servir la vérité historique, mais de salir la mémoire de tout de ce que la France a pu faire et de donner mauvaise conscience aux Français afin de les détacher de ce qui constitue la tradition nationale. C'est aujourd'hui l'armée qui sert de cible.

C'est une constante de la gauche que d'agir contre l'intérêt national. Que chacun s'en souvienne chaque fois qu'il met son bulletin dans l'urne électorale.

ADIEU, CHER CHABAN !

par **Jacques Baumel**

Compagnon de la Libération, ancien ministre

Je le revois encore, à quelques jours de la Libération, sanglé dans son trench-coat de résistant qui complexait tant le Président pompidou. Il venait de recevoir de Londres ses deux étoiles de général. «Te rends-tu compte ? Passer de lieutenant à général, on n'a pas vu cela depuis l'épopée napoléonienne !».

Il venait de remplacer, au pied levé, le délégué militaire national envoyé de Londres, celui qui allait devenir plus tard le général Ely.

J'avais connu Jacques Chaban-Delmas quand, entré dans la clandestinité, il utilisait sa carte tricolore de tout nouvel inspecteur des Finances pour franchir sans problème les barrages de la Gestapo et de la police française. Quelques semaines plus tard, il allait entrer dans l'Histoire en libérant la ville de Paris, tout en évitant qu'elle soit brûlée comme Varsovie.

Déjà, à cette époque, il séduisait par son allant, sa jeunesse et son ardeur. Eloquent et brillant, il allait, tout en restant fidèle à de Gaulle, connaître les succès les plus flatteurs sous la IV^e République comme ministre à plusieurs reprises, non sans recevoir les rudes rebuffades de ceux de ses amis qui n'acceptaient pas d'un bon oeil son ralliement apparent au régime des partis que continuait à condamner le général de Gaulle.

Elu président de l'Assemblée nationale au retour du général de Gaulle, en 1958, il fit de l'hôtel de Lassay un centre brillant de rencontres politiques, de réflexion et d'ouverture. «Après dix ans de présidence, cela vous amuse encore le perchoir ? » lui demandait de Gaulle, qui ne l'appela jamais au gouvernement. Georges Pompidou, nouvellement élu président de la République, le nomma Premier ministre dans le vain espoir de se concilier les parlementaires et les gaullistes. Ce fut un cruel échec. Jacques Chaban-Delmas s'était entouré d'esprits trop brillants pour certains, comme Simon Nora, Jacques Delors, Ernest-Antoine Seillière, devenu le patron du Medef.

Esprit novateur et libéral, il voulait au lendemain de 68, ouvrir la France aux réalités nouvelles : décentralisation de l'Etat, économie sociale, gestion moderne et contractuelle.

Ce faisant, il se heurta aux conservateurs de droite comme de gauche, même dans son propre camp. Il était, en fait, en avance sur son temps. On se souvient de son célèbre discours sur la « nouvelle société », qui fut à la

fois son triomphe et sa perte. Georges Pompidou et son entourage s'opposèrent à lui, et Jacques Chaban-Delmas, élégamment, se retira.

On ne sait ce qu'aurait apporté aux Français cette nouvelle société.

Mais on a vu ce que son échec a entraîné : l'élection de Giscard d'Estaing ne fut pas seulement pour lui un grave revers, ce fut un tournant décisif pour la Ve République, qui ne fut jamais plus celle qu'avait voulue le général de Gaulle.

Ce « perpétuel ardent », comme l'a appelé un jour Maurice Druon, cruellement blessé, se replia sur Bordeaux, la ville dont il fut le maire adulé pendant cinquante ans. Là, veillé par la fidèle Micheline, sa femme, il connut enfin le bonheur tranquille, le doux repos, la joie d'être grand-père, après les durs combats politiques.

Ses amis qui lui sont restés fidèles et les Français garderont de lui l'image d'un héros de roman, passionné, plein de fougue, fidèle à ses amitiés et désemparé devant les bassesses et les trahisons.

On gardera aussi le souvenir d'un héros de la Résistance, d'un Compagnon de la Libération, d'un homme de cœur, que la « sale » politique ne put réussir à rendre vindicatif ou jaloux, enfin d'un grand commis de l'Etat qui ne put réaliser son rêve pour la France.

Adieu, cher Jacques !

HOMMAGE À NOTRE COMPAGNON JOSEPH COMITI

par **Raoul Béteille**, président du MIL

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre compagnon Joseph COMITI, ancien député (RPR) des Bouches-du-Rhône, ancien ministre du général de Gaulle. Né en juin 1920, agrégé de médecine, professeur de clinique chirurgicale à la faculté de médecine de Marseille de 1958 à 1964, M. Joseph COMITI présida le conseil de l'Ordre des médecins des Bouches-du-Rhône en 1964-1965. Elu député (UDR) des Bouches-du-Rhône en juin 1968 (réélu en mars 1973), il fut secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports dans le gouvernement de M. Maurice COUVE de MURVILLE de juillet 1968 à juin 1969, puis secrétaire d'Etat à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs dans les gouvernements de MM. Jacques CHABAN-DELMAS (juin 1969-mars 1971) et Pierre MESSMER (juillet 1972-mars 1973). Egalement dans le gouvernement de M. Pierre MESSMER, il occupa ensuite les portefeuilles de ministre chargé des Relations avec le Parlement (avril 1973-mars 1974)

et de secrétaire d'Etat chargé des Départements et territoires d'outre-mer (de mars à mai 1974). Il fut à nouveau député (RPR) des Bouches-du-rhône de mars 1978 à mai 1981, il est ancien membre du comité central et du conseil du RPR.

Proche du président de la République, il présida l'Association des Amis de Jacques Chirac. Adhérent de l'Association des Amis de Jacques Foccart et du Mouvement Initiative et Liberté, Il en était d'ailleurs le président d'honneur de la délégation régionale provence-alpes-côte d'azur. Nous perdons un compagnon et un ami.



Affiches : 10 x =

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance une nouvelle campagne militante pour les prochaines élections municipales. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles.

LA CAMPAGNE MILITANTE DU MIL

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181
 Directeur de la publication : **R. BÉTEILLE** - Co-directeur de la publication : **G. FLICOURT**

BUREAU NATIONAL
 75 RUE LOUIS ROQUIER
 92300 LEVALLOIS PERRET

Nom Prénoms.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Fax Email
 Date et lieu de naissance Date et lieu de naissance (épouse)
 Voulez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :
 100 F 200 F 300 F 500 F ou plus

désire adhérer ou renouveler mon adhésion au M.I.L. (cocher la bonne mention) :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 250 F Cotisation couple : 250 F
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 500 F Cotisation simple : 150 F
 Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 1000 F Cotisation chômeur : 50 F

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : 200 F

Date Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret tél. 01 47 57 34 44

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.